



L'AFP en mai 68

Ce texte, riche en enseignements, nous apprend (ou nous rappelle)

- Que l'AFP a continué de travailler pendant les événements de mai 1968 pour fournir une information exacte et sans parti pris du mouvement politique et social.
- Qu'avant de décider la poursuite du travail, le personnel a obtenu satisfaction sur un cahier de doléances en dix points, dont une prime mensuelle de 150 francs. Grâce à cette prime, le salaire brut d'un jeune porteur, employé de presse, est passé de 644,40 F à 794,40 F/mois (+23%)
- Qu'à l'époque, on pouvait être chef de service à l'AFP tout en étant proche des contestataires.
- Qu'une motion adoptée par 64% des votants réclamait un nouveau statut pour l'AFP qui devait donner la majorité des sièges du conseil d'administration au personnel de l'agence.
- Que Jean-Louis Guillaud, rédacteur en chef de l'actualité télévisée de l'ORTF (et futur PDG de l'AFP 1987-90) avait donné la consigne : pas d'images des contestataires.

LA BOURSE EN FLAMMES

24 mai 1968. La Bourse brûle. Les flammes qui s'élèvent entre les colonnes se reflètent sur la façade de verre de l'AFP. Il était 9 heures quand les manifestants, drapeaux rouges et drapeaux noirs en tête, ont débouché sur la place aux cris de : « La Bourse aux travailleurs ! »

Dans la grande salle de rédaction de l'agence, les journalistes des desks ont pour une fois l'événement sous les yeux. Cent ans plus tôt, rue Jean-Jacques-Rousseau, les rédacteurs de l'Agence Havas voyaient ainsi défiler les communards.

Les reporters de l'AFP n'ont eu que quelques pas à faire pour interroger les meneurs : Serge July, le maoïste Roland Castro, Alain Geismar, secrétaire général du Syndicat de l'enseignement supérieur, qui a déclaré : « La Bourse a pour nous une valeur symbolique. » Les manifestants ont sauté les grilles, enfoncé les portes et mis le feu.

A 22 h 40, l'incendie est maîtrisé et la place nettoyée par la police, relate la dépêche de l'AFP, mais on se bat jusqu'à l'aube au Quartier latin. La police arrête huit cents personnes.

Depuis que, le 10 mai, des barricades ont surgi au Quartier Latin, la fièvre s'est emparée de l'agence. Jean-Jacques Faust assure la rédaction en chef. Son aisance, sa cordialité à l'égard de tous, journalistes et techniciens, vont le servir au cours des heures difficiles. Il vient dormir dans un hôtel à cent mètres de l'agence.

Le service des informations générales suit les événements sur un plan de Paris. Le chef du service, Maurice Tillier, y passe d'interminables journées. Guy Roget assure la nuit. Ils ont l'oreille collée au scanner qui capte les fréquences de la police.

Les reporters habituels ne suffisent plus. D'autres journalistes, sans se soucier des heures supplémentaires, abandonnent, pour un soir, la chronique diplomatique ou économique pour aller courir dans Paris qui dépave ses rues et brûle ses voitures. « Je me trouvais rue des Écoles et je vis la police qui chargeait se heurter à une arme qu'elle n'avait jamais affrontée : les cocktails Molotov », racontera William Gardner Smith, l'écrivain noir américain qui se précipite au Quartier latin après sa journée au desk anglais¹.

Le service politique est en ébullition. Le volume des déclarations et des manifestes a quintuplé. Les dirigeants du mouvement viennent eux-mêmes à l'agence. Alain Krivine apporte ses communiqués à son ami Marcel Beaufrère qui tient la rubrique sociale. Un soir, Alain Geismar et Jacques Sauvageot, échappant à une charge de CRS, ont emprunté une des voitures de l'agence qui les a ramenés place de la Bourse. On en a profité pour les interviewer.

L'actualité ne se limite pas à l'insurrection étudiante. Le 10, les pourparlers entre le Viêt-nam et les États-Unis se sont ouverts avenue Kléber. Bernard Cabanes, de retour de Hanoi, s'est remis au travail. Le 12 mai, le professeur Dubost réussit la première greffe du cœur en France.

Dans le monde entier, on apprécie le service. De Bogota, Anna Kipper câble : « Depuis le 3 mai, les dépêches AFP représentent 99 p. 100 de la couverture des événements de France dans les journaux, notamment au *Tiempo*. Nos clients expriment leur admiration pour l'objectivité de notre service. »

Tokyo signale que « les clients japonais apprécient le service pour sa rapidité, sa clarté, son objectivité ». De Rome, l'agence italienne ANSA décerne son satisfecit : « Dans le service de l'AFP sur les événements qui viennent de se dérouler en France, nous n'avons pas relevé le moindre élément qui puisse faire peser un doute quelconque sur son objectivité. La contre-preuve de cette objectivité nous est fournie par nos propres correspondants à Paris et ceux des autres agences². »

POUVOIR CONTRE POUVOIR

Au cours d'une réunion dans un lycée parisien, Georges Biannic, rédacteur au desk central, entend un soir des journalistes de l'ORTF réclamer un statut comme celui de l'AFP. « Nous pourrions travailler comme ils travaillent aujourd'hui », disent-ils. Les stations de radios périphériques transmettent leurs reportages, vingt-quatre heures sur vingt-quatre depuis les barricades, mais la télévision nationale ignore le mouvement étudiant. Jean-Louis Guillaud, rédacteur en chef de l'actualité télévisée, n'a donné qu'une consigne : pas d'images des contestataires. Finalement, techniciens et journalistes arrêtent le travail.

Après le 15 mai, ce sont les usines qui sont paralysées par la grève. Le général de Gaulle écourte sa visite en Roumanie. La situation échappe au gouvernement. La CGT entre en action. On évalue le nombre des grévistes à près de dix millions.

A l'AFP, l'opinion générale est que l'agence ne doit pas arrêter le travail et qu'en de telles circonstances son devoir est, plus que jamais, d'informer.

Le rédacteur en chef discute avec les uns et les autres : « Pour une agence d'information, s'arrêter de travailler, justement quand il y a des informations qui déterminent l'avenir du pays, ce serait tout de même un peu bizarre. »

Cependant d'autres voix se font entendre, surtout chez les employés dont beaucoup sont affiliés à la CFDT. Un soir, un opérateur a fait remarquer : « Dans mon quartier, il n'y a plus que moi qui travaille ! » Les gauchistes s'agitent, parfois à l'instigation de militants venus de l'extérieur, et affirment que l'agence elle aussi a des revendications et doit cesser le travail.

Le Syndicat du livre CGT, majoritaire chez les techniciens et les employés, n'est pas partisan de la grève. Au niveau national, il s'est prononcé pour que les travailleurs de la presse assurent la sortie régulière des journaux. Mais à l'AFP, le Livre, en accord avec son conseil technique, réclame une prime de 150 francs. Ses délégués, Jean Masson et Marcel Boiron, ce dernier représentant du personnel au conseil d'administration, voient là une occasion de se manifester. Le Livre arrête le travail le 21 mai, de 10 heures à 11 heures du soir. Jean Marin décide de réunir le conseil d'administration.

La tension croît maintenant chez les journalistes qui organisent des assemblées générales. Les plus jeunes se demandent comment laisser le grand bouleversement se produire sous leurs yeux, sans y prendre part, mais ils ne sont pas seuls. Un ancien d'Havas comme Georges Heuzé tempête aussi dans les assemblées générales qui proposent de refaire le monde, l'agence et son statut. Certains demandent qu'on remette l'agence à ses journalistes. Un communiqué précise que ce sera là « une caution supplémentaire à l'objectivité de l'information ».

D'autres, comme Yves Gayard, adjoint au service politique, ou Maurice Tillier, chef des informations générales, souhaitent aussi un changement.

Quand on aborde la question cruciale de la grève, le personnel est moins déterminé. Marcel Beaufrère, trotskiste déclaré, prononce quelques harangues mais proclame : « Nous sommes tous en grève, mais nous devons continuer à travailler. » Des militants trotskistes viennent dire à l'AFP que, sans information, ils ne pourront plus agir.

L'interdélégation syndicale de l'AFP a préparé un cahier de doléances en dix points. La principale porte sur une plus grande participation des journalistes à la conduite de l'agence. Elle demande la création d'un organisme qui leur permettrait d'être mieux informés et plus souvent consultés.

28 mai 1968. Jean Marin réunit le conseil d'administration à la Maison de l'Amérique latine, loin de la place de la Bourse, pour éviter tout incident. Les délibérations durent quatre heures.

Le président-directeur général fait valoir que, dans une France presque totalement paralysée, l'AFP est un des rares organismes qui travaille et continue, comme il en est chargé, à informer le monde. Il juge raisonnable la demande de création du comité de consultation et de recours que réclament les journalistes. Le conseil d'administration autorise la mise à l'étude du projet. En revanche, il refuse d'accorder la prime de 150 francs demandée par le Livre.

La réplique est instantanée. A 8 heures du matin, le Livre CGT arrête le travail. Les télétypes se taisent. L'agence va-t-elle perdre d'un coup tous les bénéfices que lui vaut la couverture de la crise qui secoue la France ?

A l'étage de la direction, les couloirs sont vides, les lumières éteintes quand Henri Pilorge, directeur de l'administration, revient dans la soirée. Avec Claude Roussel, secrétaire général, il tient une réunion avec les délégués du Livre. On ne veut pas couper les ponts. Jean Marin reçoit tard dans la soirée un des dirigeants nationaux du Livre. Les pourparlers durent jusqu'à minuit. Marcel Boiron, Jean Masson et les autres vont dormir à l'hôtel à proximité. Jean Marin reste à l'agence.

Le matin, les discussions reprennent dans le bureau du président. Jean Marin dirige néanmoins, comme d'habitude, la conférence de rédaction de 10 heures. Après avoir joint les membres du conseil d'administration, le patron de l'AFP accorde la prime de 150 francs à tout le personnel à condition que le travail reprenne et ne cesse plus. Le Syndicat du livre s'y engage.

Devant l'assemblée générale réunie dans la grande salle de rédaction, le président, accompagné par Henri Pilorge, Claude Roussel et Marcel Boiron, prend la parole : « Ayant reçu l'assurance des délégués syndicaux que l'attribution d'une prime mensuelle de 150 francs entraînerait la reprise immédiate du travail et que celui-ci ne serait plus interrompu jusqu'à la fin de la crise nationale actuelle, je prends sur moi de décider l'attribution de cette prime. »

Marcel Boiron monte sur une table : « Les gars du Livre, vous allez tous au boulot ! »

Les opérateurs regagnent leur poste. Trois, quatre télétypes reprennent le rythme. Un mécontent est partisan de poursuivre la grève. « Tu es du Livre et tu travailles ! » lui dit un délégué.

Bientôt, c'est l'habituel brouhaha des desks. A 15 h 30, le cœur s'est remis à battre après moins de vingt heures d'arrêt. De nouveau, l'AFP est présente dans le monde. La tension tombe.

Il était temps. En cet après-midi du 29 mai 1968, le général de Gaulle a disparu. Vers midi, alors que les pourparlers syndicaux se poursuivaient, Jean Marin savait déjà que, parti brusquement de l'Élysée, le général ne s'était pas rendu dans sa propriété de Colombey. Par des informateurs de la gendarmerie, on apprenait un peu plus tard que trois hélicoptères avaient survolé le Rhin.

« Dramatisant brusquement la situation, le général est parti après avoir annulé la réunion du Conseil des ministres, rapporte Jean Mauriac accrédité à l'Élysée, et les observateurs rappellent la retraite qu'il a prise dans le midi avant sa démission en 1946. » Mauriac a remarqué que les bagages emportés par le général étaient singulièrement plus volumineux que ceux habituellement faits pour une fin de semaine à La Boisserie.

Au moment où l'AFP reprend le travail, de Gaulle arrive à Baden Oos, quartier général en Allemagne. Mais cela, on ne le saura que plus tard. Pour l'heure, tout le réseau AFP est en alerte. « Le mystère le plus complet entoure le départ du général pour une destination inconnue. Il se serait rendu en Alsace pour une escale familiale et peut-être militaire », dira l'agence plus tard.

Le doute n'est partiellement levé qu'en fin de journée par un communiqué de l'Élysée : le général est à La Boisserie. Il présidera demain le Conseil des ministres. Le général Massu, des années plus tard, affirmera qu'il a convaincu le chef de l'État de ne pas démissionner³. Version hautement controversée.

Le 30, le mouvement de mai touche à sa fin. « L'heure est venue de siffler la fin de la récréation », a déclaré le général, qui dissout l'Assemblée nationale. Au Palais-Bourbon, les chroniqueurs politiques de l'AFP voient les gaullistes organiser à leur tour une grande manifestation. Des centaines de milliers de leurs partisans défilent sur les Champs-Élysées.

UN TROP BREF PRINTEMPS

« Ah, si seulement c'était pour moi ! » remarque de Gaulle en écoutant la rumeur du cortège de ses partisans. Thierry Kaeplin, du service de presse, à qui Jean Mauriac sollicite pour l'AFP une réaction du général, finit par lui rapporter ce mot. Mauriac l'utilise dans son papier. Cette phrase est reproduite à la une de *Paris-Presse*. Le lendemain, de Gaulle apprend d'où vient la fuite. Kaeplin doit s'éloigner quelque temps, mais le général ne fait pas la moindre remarque à Jean Mauriac.

Le 30 mai, les contestataires de l'AFP prennent encore la parole au cours d'une assemblée générale pour déplorer qu'on ait escamoté l'essentiel : la refonte du statut de 1957. On vote une motion réclamant un nouveau statut qui donnera la majorité des sièges du conseil d'administration au personnel de l'agence. Un comité chargé de le rédiger et de le soumettre « d'urgence » au Parlement est désigné. On organise une consultation de tous les journalistes de l'AFP en France et à l'étranger. Quand on dépouille le scrutin, un mois plus tard, la motion est adoptée par 64 p. 100 des votants mais la fièvre est retombée. Le comité de rédaction prévu par le projet ne se réunira jamais.

A Flins, un lycéen, Gilles Tautin, se noie dans la Seine en tentant d'échapper aux policiers. Le lendemain de l'enterrement, les forces de l'ordre reprennent la Sorbonne. Le 30 juin, les partisans du général de Gaulle obtiennent 358 sièges sur 465 lors des élections législatives. Mai 68 est fini⁴.

Jean-Jacques Faust va rejoindre à *L'Express* Claude Imbert et Jacques Boetsch qui ont quitté l'AFP. Jean-Jacques Servan-Schreiber va offrir à ces journalistes une notoriété et des salaires que l'AFP ne peut leur assurer. Déjà en 1952, le départ de Pierre Vianson-Ponté a été une perte pour l'AFP, comme le sont ceux de Faust, d'Imbert et de Boetsch. En ce dernier, Jean Marin voyait un successeur possible.



24 mai 1968, face à l'AFP, les pompiers tentent de maîtriser l'incendie à la Bourse (Palais Brongniart) allumé par les manifestants (Photos AFP)